



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Attractivité de la France

Question au Gouvernement n° 2598

Texte de la question

ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Gilles Le Gendre.

M. Gilles Le Gendre. Monsieur le Premier ministre, l'attractivité de la France n'est pas l'apanage des experts qui indiquent que notre pays est devenu le plus attirant d'Europe en matière d'investissements. Ce n'est pas non plus le domaine réservé des chefs d'entreprise, qui ont répondu hier à l'invitation du Président de la République, à Versailles, et ont témoigné de leur confiance dans l'économie française. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Maxime Minot. Allô ! Merci pour cette question téléphonique !

M. Gilles Le Gendre. L'attractivité de la France, c'est le juge de paix incontestable de la politique de votre Gouvernement et de notre majorité depuis deux ans et demi. Jamais, depuis des lustres, la France n'a créé autant d'emplois. Jamais, depuis une éternité, les investissements ne se sont aussi bien portés.

M. Pierre Cordier. Bien sûr, les Français nous le disent tous les jours !

M. Gilles Le Gendre. Jamais, dans l'histoire, les créations d'entreprises n'ont été aussi nombreuses et la statistique des faillites aussi faible.

M. Fabien Di Filippo. Il faudrait sortir du VII^è arrondissement !

M. Gilles Le Gendre. Ces résultats ne découlent pas du hasard. Ils sont les premiers fruits des réformes cohérentes et – osons le dire – courageuses (*Protestations sur les bancs des groupes LR et GDR*) que nous conduisons pour armer notre pays face aux défis économiques, sociaux, numériques et écologiques, et pour assurer ainsi sa souveraineté dans le monde qui vient.

Monsieur le Premier ministre, ni vous ni nous ne souhaitons céder au moindre triomphalisme. Il nous reste beaucoup à faire pour ancrer ces progrès dans tous les territoires et les partager avec tous les Français. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Il y a du boulot !

M. Gilles Le Gendre. Nous y veillons déjà, comme en témoigne la hausse sans précédent du pouvoir d'achat dont auront bénéficié nos concitoyens, en particulier les plus fragiles, au cours de ce quinquennat. (*Mêmes mouvements.*)

Un député du groupe LR . Quelle démagogie !

M. Gilles Le Gendre. Il nous faut aller plus loin, plus vite. (*Mêmes mouvements.*) Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour que l'attractivité de notre pays devienne définitivement un bénéfice tangible et sensible pour l'ensemble des Français ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le président Le Gendre, les décisions annoncées hier et les contrats signés dans le cadre du sommet sur l'attractivité proposé par le Président de la République constituent en effet d'excellentes nouvelles pour notre pays. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Maxime Minot. Quatre applaudissements : ce n'est pas terrible !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . J'observe que, conscients que nous sommes des difficultés que nous rencontrons, exigeants quant à l'amélioration générale de notre pays, soucieux également de faire usage de notre liberté de parole et de notre art de débattre, nous avons parfois du mal à convenir qu'il y a de bonnes nouvelles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Le fait que des entreprises, souvent étrangères, décident d'investir dans le Nord, à Grenoble et partout en France est une excellente nouvelle. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

J'observe d'ailleurs, mesdames et messieurs les députés, que je n'ai vu, sur les bancs de cette assemblée, aucun d'entre vous dire : « Non, surtout pas ! Pas d'investissement à cet endroit ! » (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Bien évidemment, nous nous réjouissons tous lorsque ces investissements interviennent et que nous pouvons constater que près de 4 milliards d'euros seront investis par ces entreprises dans les années qui viennent. (*Exclamations sur les bancs des groupes LR et GDR.*)

M. Pierre Cordier. Au Havre ?

M. Erwan Balanant. Et la CGT, à Saint-Nazaire, elle est contente ?

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Nous pouvons nous réjouir lorsque nous constatons que, dans l'industrie – pour ne parler que de ce secteur –, 28 000 emplois nets ont été créés dans notre pays depuis 2017. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Fabien Roussel. Et 400 000 pauvres en plus !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Cela n'était pas arrivé depuis longtemps. Je le répète, et je ne vois pas pourquoi je devrais élever le ton.

M. Pierre Cordier. On se le demande !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Pour tous ceux qui ont le souvenir des efforts que les gouvernements précédents, et pas seulement celui que j'ai l'honneur de diriger, ont parfois dû accomplir pour sauver telle ou telle entreprise – je pense aux Chantiers de l'Atlantique –, le fait que des politiques publiques engagées depuis longtemps et longtemps poursuivies paient et produisent des fruits en servant l'industrie et certains territoires – en l'occurrence celui de Saint-Nazaire – devrait nous réjouir, et pas seulement sur les bancs de la majorité, quant à notre capacité, avec un travail cohérent et constant, de préserver ce qui fait la force de l'industrie française.

M. André Chassaigne. Ce n'est pas une règle générale !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Deux contrats comme ceux qui ont été signés hier, ce sont 2 milliards d'euros d'investissement et du travail pendant des années pour des milliers de salariés et de sous-traitants. C'est une excellente nouvelle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Si nous pouvons célébrer ces bonnes nouvelles,...

M. Pierre Cordier. Ce n'est pas grâce à vous !

M. Édouard Philippe, Premier ministrec'est parce que, depuis deux ans – c'est vrai – et depuis plus longtemps encore pour certains aspects des politiques publiques, nous avons fait de l'attractivité, notamment industrielle, du territoire français l'un de nos objectifs, qui explique des réformes fiscales, des réformes du marché du travail et des réformes de la formation.

D'une certaine façon, ce que nous disent ceux qui prennent la décision d'investir, c'est que c'est pour avoir vu ces réformes et leurs effets qu'ils prennent, en conscience, la décision d'investir chez nous pour de tels projets, et non pas en Allemagne, en République tchèque ou ailleurs. Ce n'était pas acquis, mais c'est une excellente nouvelle pour les territoires français et pour l'industrie française en général.

Ce qu'il faut encore faire, monsieur le président Le Gendre, c'est un considérable effort de formation. Nous savons en effet que, dans l'industrie, la clé, plus encore que la fiscalité et la stabilité du droit nécessaires pour convaincre les investisseurs de localiser un projet chez nous, c'est la formation. Le plan d'investissement dans la formation que nous avons lancé, la transformation des mécanismes d'accès à l'apprentissage et les transformations dans l'enseignement supérieur sont progressifs et nos compatriotes savent parfaitement que cela ne se fait pas en un instant.

Tout cela est indispensable si nous voulons continuer à élever le niveau de qualification de la population française, déjà très haut, pour satisfaire les besoins de la production et nous tourner, dans les années qui viennent, vers le pacte productif auquel nous a invités le Président de la République et auquel nous travaillons avec les organisations syndicales et avec les associations, afin d'avoir une vision claire de la façon dont nous devons produire dans les prochaines années pour être à la hauteur des enjeux.

C'est là un formidable défi, une formidable aventure industrielle nationale que nous sommes en train de vivre. Le sommet d'hier a permis de le démontrer. C'est une bonne nouvelle. Nous pouvons nous en réjouir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Gilles Le Gendre](#)

Circonscription : Paris (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2598

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 janvier 2020](#)